

Vous voulez une 7^e réforme de l'Etat ?

INSTITUTIONNEL Ça bouillonne au MR, la N-VA chauffe, Défi se hérissé, le PS met en garde

► Des libéraux francophones veulent « refédéraliser » des compétences régionales.
► Emoi et division au MR, où Chastel tranche : « Ce n'est pas à l'ordre du jour ».
► La N-VA, elle, « La seule solution, c'est le confédéralisme. »

Revoilà le débat institutionnel. Une vraie petite poussée de fièvre aotienne. Qui n'annonce pas (encore) une septième réforme de l'Etat (la sixième remonte à décembre 2011), mais une campagne brûlante, ça, c'est vraisemblable.

Qui a commencé ? Pour une fois, ce ne sont pas les confédéralistes-indépendantistes de la N-VA, mais les refédéralistes. Soit celles et ceux qui veulent, disent-ils, transférer des compétences des Régions et Communautés vers l'Etat fédéral. Le mouvement inverse à celui qui marque l'histoire du pays depuis plusieurs dizaines d'années, et la première grande réforme institutionnelle, en 1970.

Lenchainement est éloquent. Voici...

1 Coup d'envoi. Alexander De Croo a tiré le premier. Il s'était exprimé début juillet devant les micros rue de la Loi, et s'expliquera par la suite dans la *Libre Belgique* (samedi dernier) : il faut refédéraliser certaines compétences - le libéral flamand reste vague à ce stade : lesquelles ? - pour un motif d'« efficacité », et créer une « circonscription fédérale » permettant à des candidats flamands et francophones de concourir sur le même terrain d'élection. On pouvait croire que c'était un coup d'épée dans l'eau, que ça resterait lettre morte. Pas du tout.

2 Contre-attaque. On lui tombe dessus. En particulier, Servais Verherstraeten, chef de groupe CD&V à la Chambre, recadre sévèrement, dans nos colonnes jeudi dernier : refédéraliser à la marge d'accord, mais l'histoire va dans le sens de la régionalisation. Merci, au revoir. Quant à la circonscription commune : ce serait recréer un « grand BHV », relancer les tensions communautaires, peut-être même une sorte de « question royale », comme en 1950, quand Nord et Sud s'étaient déchirés.

3 La carte bleue. Ce n'est pas fini. Vendredi matin, dans une carte blanche livrée à la *Libre Belgique*, une brochette de libéraux francophones appellent à leur tour, comme leur holo-mogues libéral flamand, à refédéraliser des compétences actuellement aux mains des Régions.

Pas n'importe lesquelles. Ils citent le Commerce extérieur, la Mobilité, l'Energie, la Santé. Du lourd. « Un tabou est enfin tombé », croient-ils. Les jeunes MR, et leur président Mathieu Bihet, sont à l'origine de l'initiative, rejoints par une série d'élus et de ministres : Christine Defraigne, Sophie Wilmès, François Bellot,

Kattrin Jadin, Gautier Calomme, Fabian Culot, Gilles Foret, Benoît Friart, Benoît Piedbœuf... Ils écrivent : « La volonté n'est pas de ressusciter la Belgique de papa qui n'a plus de sens dans le contexte politique contemporain, mais le fédéralisme belge doit reposer sur un principe simple : l'efficacité (...). Si nous ne modernisons pas notre Etat, si nous ne fluidifions pas notre manière de prendre des décisions politiques, les citoyens se tourneront à un moment donné vers ceux qui promettent en permanence l'efficacité souvent à grand renfort d'autoritarisme et de "yaka". »

Seuls les verts sont dans le ton, où les familles francophone et flamande opèrent ensemble. Le porte-parole d'Ecolo nous explique : « On va clairement dans le sens de redéfédéraliser certaines compétences, la réflexion est en cours, elle aboutira début d'année prochaine, en janvier, conjointement avec Groen. »

4 Bisbille au MR. Le propos des bleus refédéralistes fait l'effet d'une bombinette au sein du MR. Les régionalistes se rebiffent. L'un de leurs chefs de file (avec Pierre-Yves Jeholet), le ministre wallon Jean-Luc Crucke, recadre avec nous : « Cette idée revient systématiquement pendant les vacances.

Je ne la partage pas, ce modèle ne m'intéresse pas. Et qui l'approuve en Flandre ? Le gouvernement fédéral a réussi à ne pas évoquer le communautaire. Le remettre au jeu, c'est contraire à tout ce qu'il faut faire : la politique socio-économique est l'ossature du gouvernement. Moi, je suis pour quatre Régions dans un Etat fort. Avant, c'était du marchandage continu entre Flandre et Wallonie. » Le régionaliste déplace le tir : « Par contre, on peut faire le travail de simplification des compétences dans l'espace francophone : cela passe par un transfert de compétences aux Régions et la suppression des provinces. Et je suis sûr que ce sera sur la table des prochaines négociations gouvernementales régionales. »

Chez les bleus toujours, même l'ex-sénateur et ministre d'Etat Philippe Monfils s'en mêle, il sort de sa retraite pour cogner lui aussi. Il nous déclare : « Si on refédéralise, dans la conjoncture gouvernementale actuelle, c'est la N-VA qui en profitera. C'est donner à la N-VA une corde pour nous pendre ! Regardez les dossiers du survol de Bruxelles, du remplacement des F-16... Et permettre au fédéral de jouer les juges dans la concertation entre niveaux de pouvoir, c'est revenir

à la Belgique de papa ! C'est hallucinant, inacceptable ! La refédéralisation va à l'encontre de l'évolution. Je suis tout à fait opposé à cette attitude de vacances, il fallait sans doute qu'on voie les signataires de la carte blanche avant les élections... »

à la Belgique de papa ! C'est hallucinant, inacceptable ! La refédéralisation va à l'encontre de l'évolution. Je suis tout à fait opposé à cette attitude de vacances, il fallait sans doute qu'on voie les signataires de la carte blanche avant les élections... »

5 On se calme. Il y a le feu au MR ? Olivier Chastel jette de l'eau, on ne sait jamais. Le président du parti tente de remettre tout le monde d'accord : « L'heure n'est pas aux discussions institutionnelles », tranche-t-il auprès de l'agence Belga. « Le programme général du MR sera débattu début 2019 en vue des élections du mois de mai. Le chapitre institutionnel et toutes les mesures permettant d'améliorer l'efficacité des institutions seront abordés à cette occasion ». On se calme. Il ne se passe rien. Tournez la page.

6 Mises en garde. Trop facile. Olivier Maingain, président de Défi, ex-FDF, ne lâche pas les auteurs de la carte blanche, il monte le son : « C'est une hypocrisie sans nom ! Constaté aujourd'hui les catastrophes engendrées par la 6^e réforme de l'Etat : il fallait peut-être réfléchir avant de voter certains transferts de compétences ! Et avec quelle majorité pourrait-on refédéraliser ? Le MR a mis la N-VA à l'honneur, la sert tant et plus, avec qui pourra-t-il engager un

processus de refédéralisation alors qu'il a rendu la N-VA incontournable en Flandre ? » Pour l'amarante, il y a « trois choses à faire » : « Un : que Charles Michel fasse son job et rassemble les niveaux de pouvoir, comme le faisait Jean-Luc Dehaene, mais son encombrant allié lui interdit tout ça. Deux : que le MR agisse dans les dossiers où il est compétent au fédéral, comme le survol de Bruxelles. Trois : que l'on fasse des accords de coopération, mais le gouvernement flamand refuse toute volonté de coopération avec les autres niveaux de pou-

voir, voyez sur la mobilité, la protection des minorités...»
L'ex-partenaire du MR a les crocs...

Pour le PS, André Flahaut met en garde, mais sur un mode moins polémique : « *En faisant cela, les libéraux mettent le communautaire sur la table. Ils donnent un prétexte à la N-VA pour réagir, et pour dire que des francophones font de la provocation. En fait, expliquer qu'il faut refédéraliser des compétences ou prétendre, au contraire, qu'il faut défédéraliser, cela revient au même concrètement : il faut toucher aux institutions, remettre en question des accords qui ont été souvent négociés très longuement, c'est se projeter vers une nouvelle vaste réforme de l'Etat...* »

Le socialiste défend les entités fédérées : « *Tout cela alors que, contrairement à ce que les responsables du MR écrivent, les Régions font bien leur travail dans leurs domaines, par exemple le Commerce extérieur en Wallonie. Bref, oui, il faut af-*

finer les choses, perfectionner les outils, mais quel sens cela a-t-il de rouvrir ainsi le débat général et, de surcroît, contre toute la logique impulsée depuis 1970 ? »

7 La « solution ». Au milieu de la journée, la N-VA expédie un communiqué (lire ci-dessous), long, aussi en français s'il vous plaît, qui vise le MR (partenaire au fédéral), exalte le pouvoir des Régions (la Flandre et la Wallonie, Bruxelles n'est pas citée) et relance le credo confédéraliste, « *qui est la seule solution structurelle* ». L'on pressent que les nationalistes flamands – tentés, pour rappel, de recruter le leader indépendantiste catalan Carles Puigdemont – préparent une campagne identitaire et nationaliste pur jus.

Malgré eux, les refédéralistes, s'exprimant légitimement et par conviction, leur donne du grain à moudre. Car le confédéralisme comme la refédéralisation suppose une réforme de l'Etat... ■

DAVID COPPI

MARTINE DUBUISSON

A LA N-VA

Vive le confédéralisme !

Dans un long communiqué, en français pour les rédactions du sud du pays, Sander Loones, vice-président de la N-VA, Matthias Diependaele, chef de groupe N-VA au parlement flamand, réagissent à la carte blanche des libéraux francophones. Après avoir égratigné le MR qui « *perd sa confiance en la Wallonie* », ils écrivent notamment : « *Nous nous réjouissons que des membres éminents du MR souhaitent à nouveau débattre de thèmes communautaires et mettent ainsi fin au "standstill" communautaire. Grâce au gouvernement Michel, nous avons pu mener une politique de migration et sécurité plus ferme, nous avons réduit les impôts ainsi que les dépenses de l'Etat. Mais pour gouverner la Belgique de manière réellement plus efficace, il faudra mener un vrai débat institutionnel, et donc parler de confédéralisme. Car la N-VA n'acceptera jamais qu'une politique flamande de soins de santé, d'enseignement, de mobilité, d'immigration ou de sécurité soit à l'avenir définie par des socialistes ou des communistes wallons. Pour la N-VA, le confédéralisme est la seule solution structurelle.* »

suédoise La fenêtre de tir pour la faire tomber se referme...

Au creux de l'été, le communautaire refait surface. La N-VA courtise l'indépendantiste catalan Puigdemont pour sa future liste européenne. Et réagit énergiquement aux velléités de refédéralisation venues du MR (lire ci-dessus). Après avoir, en mai-juin, critiqué le gouvernement fédéral sur le budget ou tacle Charles Michel sur l'affaire Mawda ou le remplacement des F-16. Le scénario d'élections fédérales anticipées, provoquées par les nationalistes flamands pour les coupler avec les communales du 14 octobre, reprenait dès lors vie. Il se trouvait même un vice-Premier pour nous confier que c'était « *la seule ex-*

plication rationnelle aux attaques successives de la N-VA ». Qui profiterait de sa popularité régionale et fédérale pour tenter de renforcer son assise communale, par des scrutins couplés.

Mais quelle est la faisabilité de ce scénario ? Car organiser des élections fédérales ne s'improvise pas. Il faut respecter des règles et un calendrier. Et ce ca-

lendrier devient serré. Très...

Comme le rappelle le constitutionnaliste Christian Behrendt (ULiège), il y a deux manières de dissoudre le Parlement, pour provoquer des élections anticipées. Avec ou sans déclaration de révision de la Constitution.

L'article 46 de la Constitution prévoit que, si le gouvernement n'a plus la confiance de la Chambre, et qu'aucun Premier ministre alternatif n'est proposé au Roi, celui-ci procède à la dissolution de l'assemblée. Ce qui entraîne « *la convocation des électeurs dans les 40 jours* ».

L'article 195, lui, prévoit que le Parlement peut décider d'ouvrir à révision une série d'articles de la Constitution qui seront revus sous la législature suivante. Il s'agit alors d'adopter une déclaration de révision (la liste précise desdits articles), qui entraîne au-

tomatiquement la dissolution de la Chambre et du Sénat. Et la convocation d'élections dans les 40 jours. Dans les deux cas, les électeurs sont donc convoqués

au plus tard 40 jours après la dissolution du Parlement.

Si l'on veut faire tomber la suédoise pour tenir les élections législatives le 14 octobre, jour de scrutin communal, la Chambre devrait donc être dissoute le 4 septembre prochain, si l'on veut disposer des 40 jours pour organiser ces élections. On peut miser sur une organisation plus rapide, mais en dessous de 30 ou 35 jours, le défi semble peu réaliste. La preuve : le SPF Intérieur prévoit un calendrier d'organisation du scrutin fédéral débutant... quatre mois avant le jour J ! Le délai légal minimum est en tout cas de 15 jours, puisque, rappelle le P^r Behrendt, le code électoral précise que, 15 jours au moins avant les élections, l'Intérieur publie la date du scrutin.

Bien sûr, une chute gouvernementale ne serait pas une première. Mais on l'a compris : la fenêtre de tir se fermera au plus tard à la mi-septembre, si l'on veut être certain que le scrutin fédéral puisse se tenir le 14 octobre. Ce qui laisse grosso modo

un mois pour provoquer une crise et faire tomber la suédoise, en plein été. Très très juste...

Certainement si l'on se place dans la deuxième formule de dissolution, qui a les faveurs de la N-VA puisqu'elle souhaite une réforme de l'Etat : celle d'une déclaration de révision (qui a toujours été retenue depuis 1985, rappelle Behrendt). Voilà qui suppose d'abord un accord au gouvernement sur cette liste, un vote à la Chambre puis au Sénat, une signature royale et une publication au *Moniteur*. Pas rien...

En accumulant tout cela, difficile d'imaginer que la N-VA tente le coup – même si avec elle rien n'est exclu... Et si, direz-

vous, elle faisait tomber la suédoise à une autre date, tant pis pour le 14 octobre ? Il faudrait alors convoquer les électeurs à trois reprises en quelques mois : en octobre pour les communales, en hiver (quasi inédit) pour les fédérales, et en mai pour les régionales et européennes (ces dernières devant se tenir entre le 23 et le 26 mai dans toute l'Union européenne). Il faudrait donc de solides arguments à la N-VA pour convaincre les électeurs de l'utilité de voter à trois reprises, avec les coûts que cela entraîne. Pas gagné... On vous le disait : la fenêtre de tir pour faire tomber la suédoise se referme. ■

Ma.D.